

26 octobre 1995 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Wim Kok, Premier ministre des Pays-Bas, sur le processus de paix en Bosnie Herzégovine et sur la coopération franco- hollandaise en matière de lutte contre le trafic de drogue et le terrorisme, Paris le 26 octobre 1995.

LE PRESIDENT.- Messieurs, je reconnais que c'est un peu tard pour un point de presse, alors j'exprime ma reconnaissance et aussi mon admiration à toutes celles et ceux qui ont attendu et qui sont ici.

- C'est un entretien amical que nous avons eu avec le Premier ministre et le ministre des affaires étrangères de Hollande et pour vous donner une image du caractère amical de nos entretiens, ce dîner était prévu depuis déjà une quinzaine de jours, et puis là-dessus j'ai dû faire une télévision de 8 heures à 9 heures, alors j'ai téléphoné à Wim Kok et je lui ai dit : est-ce que cela t'ennuie que le dîner ait lieu à neuf heures et demi au lieu de huit heures, il m'a dit, mais il n'y a pas de problème, je viendrai à neuf heures et demie. Ceci simplement pour souligner la relation qui existe entre nous.

- Nous nous étions d'ailleurs rencontrés à New York où nous avons eu déjà un entretien.

- Alors je voudrais d'abord saluer la délégation hollandaise, et vous dire de quoi on a parlé. Nous avons d'abord parlé naturellement du problème européen, j'ai été heureux de pouvoir indiquer au Premier ministre ce que nous nous étions dits Helmut Kohl et moi hier, d'ailleurs il le savait déjà parce qu'ils s'étaient téléphoné avec Helmut Kohl ce matin, les informations vont vite au sein de l'Union européenne et nous avons naturellement évoqué la préparation de la Conférence intergouvernementale, vous savez que les trois états du Bénélux ont décidé d'essayer d'élaborer un document, la France et l'Allemagne ont essayé aussi d'élaborer un document commun à l'intention du Président du Conseil des ministres, Felipe Gonzalez, pour la conférence de Madrid, alors nous avons décidé de faire les concertations et les échanges nécessaires pour cet exercice.

- Nous avons évoqué les autres principales questions européennes à la suite, notamment, de nos entretiens de Majorque. Plus généralement sur le plan international nous avons parlé de la Bosnie, vous savez que nous sommes, les Hollandais et nous, avec les Anglais, liés au sein de la Force de Réaction Rapide. J'en ai profité pour rendre hommage aux forces hollandaises, qui dans les moments difficiles, ont été particulièrement efficaces et courageuses, dans la Force de Réaction Rapide notamment. Nous avons donc parlé du processus de paix, du rôle de la Russie dans ce processus de paix, du rôle des pays musulmans, et comme je l'avais constaté hier avec Helmut Kohl, j'ai constaté aujourd'hui avec Wim Kok que nous étions là encore sur les mêmes lignes.

- Et puis nous avons parlé du bilatéral, et notamment d'un problème un peu irritant qui est celui des deux approches différentes qui existent en Hollande et en France sur la façon de traiter les problèmes de drogue. Alors, les Hollandais disent les Français sont impossibles, les Français disent les Hollandais sont impossibles, et nous avons dit qu'il fallait que l'on trouve de façon

raisonnable, et non pas de façon passionnelle les progrès que nous pouvions faire ensemble pour lutter à la fois contre la drogue et aussi contre le terrorisme. Et nous avons décidé de créer un groupe de personnes compétentes appartenant à la police, à la douane, à la justice, bref, des gens compétents pour voir comment on pourrait avoir une meilleure concertation dans le domaine de la lutte contre la drogue et dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. Voilà, je me réjouis d'avoir eu ainsi un agréable moment avec Wim Kok et avec le ministre des affaires étrangères de Hollande.\

M. KOK.- Mesdames et messieurs, je n'ai pas beaucoup à ajouter à ce que le Président de la République française vient de dire. Nous avons eu une conversation très utile entre nous deux et avec le ministre des affaires étrangères de la France sur des thèmes très importants. Tout le monde sait que dans certains domaines nous avons des différences de vues sur les essais nucléaires, la politique de l'Europe. Il n'est pas nécessaire de répéter cette différence, c'est nécessaire de voir de quelle manière on peut faire des progrès. Ce soir on a discuté sur la politique de drogue, il doit être clair que, en ce qui concerne la drogue dure, en effet on n'a pas de différence entre nos deux pays en ce qui concerne la politique de drogue dure.

- Naturellement nous avons le problème du contrôle, des importations, et de la distribution. J'ai fait la proposition - et je suis heureux que le Président de la République ait réagi d'une manière positive - j'ai fait la proposition de collaborer dans le domaine du contrôle douanier, dans le domaine de la collaboration policière, judiciaire et aussi en ce qui concerne l'échange d'expertises dans le domaine de la santé, je suis tout à fait préparé à partager et à voir quelles sont les expériences et les résultats du contrôle douanier ici et chez nous. Je suis prêt à faire le travail ensemble, avoir des douaniers français à Amsterdam et des douaniers néerlandais à Marseille et à faire la comparaison. Alors nous nous sommes préparés à organiser un groupe de travail qui fait ce projet pratique.

- En plus naturellement, on a des différences en ce qui concerne la drogue douce. Dans ce domaine nous sommes obligés naturellement dans le cadre de l'identité de la politique nationale des pays différents de voir de quelle manière nous pouvons prendre en compte la responsabilité de diminuer le problème dans les pays voisins. Je vais le dire d'une autre manière, les Pays-Bas ont leur politique, la France a sa politique, tous les pays ont leur politique nationale, mais nous sommes obligés de voir de quelle manière on peut diminuer les problèmes pour les pays voisins. Aussi dans ce domaine, on peut discuter des solutions pratiques et nous avons décidé ce soir de trouver un chemin afin d'avoir un échange de vues pas seulement entre nous deux, mais aussi avec le Chancelier d'Allemagne et les deux Premiers ministres de Belgique et de Luxembourg.

- Alors après cette réunion de ce soir, on va avoir une nouvelle réunion entre les cinq, cherchant des possibilités de coopération et de renforcement de la coopération ensemble.

- Et en disant ça, je veux conclure en disant que nous avons aussi discuté des problèmes, comme le Président vient de le dire, qui concernent la Yougoslavie et la préparation de la conférence intergouvernementale. Comme hier soir, après la rencontre entre le Chancelier Kohl et le Président Chirac, nous pouvons aussi dire qu'entre la France et les Pays-Bas nous avons beaucoup de convergences. Il est absolument nécessaire de coopérer en Europe afin de bâtir, construire l'Europe du futur et je suis convaincu qu'entre la France et les Pays-Bas on peut continuer à développer la coopération comme nous l'avons déjà fait dans ce domaine.

- Enfin je veux remercier, c'était un dîner assez tard - pour nous en tout cas - mais vous connaissez les Hollandais, du moment qu'ils peuvent dîner sans payer, ils viennent toujours. Alors nous étions là et je remercie le Président pour son hospitalité pour sa franchise et sa volonté de coopérer. Merci beaucoup.\

QUESTION.- Bientôt, on va voir des douaniers français qui seront dans le Port de Rotterdam pour contrôler avec des douaniers hollandais les importations éventuelles de drogue et vice versa pour ce qui concerne Marseille ?

- M. KOK.- Nous faisons une "Task Force", une coopération ensemble on ne va pas changer le tout, on ne va pas avoir de douaniers français à Rotterdam et des Pays Bas ici-même, nous voulons travailler ensemble afin de voir de quelle manière on peut être plus efficace et aussi faire tomber les suspicions

tomber les suspensions.

- QUESTION.- Est-ce qu'au cours de votre dîner vous avez évoqué le nom de M. Lubbers, et comment ?

- M. KOK.- Nous avons plus ou moins répété que monsieur le Président et moi-même avons discuté déjà il y a quelques jours à New York. Nous sommes maintenant dans une période de réflexion, on attend peut-être certains développements dans le cadre de la succession de M. Claes, il n'était pas nécessaire, ce soir, d'ajouter beaucoup à ce que je viens de dire il y a quelques jours à New York et à ce que j'ai compris en ce qui concerne la position du Président.

- LE PRESIDENT.- Je ne sais pas de quoi il s'agit, mais je peux vous dire que j'ai beaucoup d'estime, beaucoup de considération et beaucoup d'amitié pour M. Lubbers.

- QUESTION.- Est-ce que la France maintient le contrôle à ses frontières le temps que les Pays-Bas maintiennent leur distinction, drogues douces - drogues dures ?

- LE PRESIDENT.- Nous ne sommes pas en train de faire du chantage, nous sommes, premièrement entre gens civilisés, vous avez remarqué, et deuxièmement nous sommes entre amis, alors, c'est vrai nous avons une divergence, nous essayons de la réduire, nous allons y arriver et en attendant nous continuons nos contrôles puisque nous avons le droit de le faire, puisque nous avons demandé la dérogation. Nos amis Hollandais comprennent notre position, mais il n'y a pas de chantage entre nous. En revanche, j'espère qu'avec de la bonne volonté de part et d'autre, nous arriverons à avoir une solution de compréhension mutuelle.

- Plus de question ?

- Je vous remercie.\